

EN BREF

UNE MAISON DÉTRUITE PAR LES FLAMMES

FERPICLOZ Un incendie s'est déclaré hier vers 14h dans une maison à Ferpicloz. Une vingtaine de sapeurs-pompiers sont intervenus et ont pu maîtriser le sinistre. Le feu, dont les causes sont encore indéterminées, n'a pas fait de blessé. Les propriétaires de l'habitation seront relogés. La route entre Ependes et Ferpicloz a été fermée à la circulation durant environ 2h30. MS

MÉMENTO

GRAND FRIBOURG

> VISITE GUIDÉE (F/D) par Marc Renaud de l'exposition «Dossier hospitalier», avec la présence de représentants de l'EFR, notamment du Prof. Bernard Vermeulen, directeur médical et général de l'EFR et Philippe Trinchan, chef de service. BCU, 18 h.

> DÉCOUVERTES DU MARDI «Retour au bercail: Vierge à l'enfant aux anges du Maître aux gros nez, vers 1505», par Stephan Gasser. Musée d'art et d'histoire, 18h30.

> PRIÈRES St-Hyacinthe: 6h50 messe et laudes, 12h25 office du milieu du jour, 18h30 méditation 19h vèpres. St-Maurice: 8h messe. St-Nicolas: 8h laudes, 18h vèpres, 18h15 messe. St-Pierre (chap. St-Joseph): 8h30 messe. Christ-Roi: (chap.) 8h messe. Chapelle de l'Université: 12h10 messe. Ingenbohl: 8h15 messe. Notre-Dame: 9h, 18h30 messes. Providence: 17h messe ou communion. Centre Ste-Ursule: 12h15 messe.

> CAFÉ EMPLOI (Module 4 - Freins & Crojances) sur le thème: Le langage des émotions. Nouveau Monde, Ancienne Gare, mercredi 9 h 30-11h. Rens.: www.pacte.ch

> CAFÉ MAMANS-ENFANTS Espacefemmes, rue Hans-Fries 2, mercredi 9-11h. Education familiale, 026 321 48 70.

SUD

> CONFÉRENCE «Comment être heureux aujourd'hui?», soirée animée par François-Xavier Amherdt, professeur de théologie à l'Université de Fribourg. Relais du St-Jacques, **Vuisternens-dt-Romont**, 20 h.

> FRIBOURG POUR TOUS information et orientation sociales. Une assistante sociale est présente pour répondre aux questions relatives à la famille, le social, le travail, la santé et l'intégration. Migros, **Châtel-St-Denis**, 14-17 h 30.

> CAFÉ PARENTS-ENFANTS Salle St-Denis, en face de l'église, **Châtel-St-Denis**, mercredi, 9-11h. Education familiale 026 321 48 70.

L'aménagement menace Bultech

BULLE • L'entreprise fait les frais du flou régnant sur l'aménagement de la zone de Bouleyres. Elle doit vendre son terrain pour financer son usine d'Enney. L'acheteur manque de garanties.



Codirecteurs de Bultech Précision SA avec Yvan Angéloz, Jean-Marc Egger (à g.) et Patrick Boschung s'inquiètent pour l'avenir de leur entreprise. ALAIN WICHT

JÉRÉMY RICO

«Tout est triste et déplorable dans cette affaire.» Codirecteur de Bultech Précision SA, Patrick Boschung accuse le coup. L'entreprise qu'il dirige avec Jean-Marc Egger et Yvan Angéloz pourrait bien être la première victime collatérale du débat sur l'aménagement du territoire à Bulle. Comment? Le flou qui entoure la zone de 6600 m² où se situait l'entreprise, à l'orée de la forêt de Bouleyres, met en péril la santé financière de la société.

Tout commence par un démantèlement. A l'étroit sur son site bullois, Bultech s'est installée en août 2014 dans des locaux flambant neufs à Enney. Financée par un prêt bancaire, la construction devait être amortie à hauteur de 60% par la vente de son terrain bullois.

Pour ce faire, l'entreprise a trouvé un acheteur: MK Realitium Management SA, représentant de caisses de pension, qui projette d'y construire trois immeubles. «Nous avons conclu une vente à terme avec droit d'emption», explique Patrick Boschung, confirmant une information publiée par «La Gruyère». Concrètement,

le procédé, très usité, consiste en une promesse de vente.

Un projet qui s'enlise

Mais voilà, depuis les premiers contacts entre Bultech et Realitium, en 2012, la situation a bien changé. D'abord isolé, le projet a été intégré au mandat d'étude parallèle de Bouleyres, dont la version finale a été présentée en mars 2014 par la commune. «Tout a été fait dans la légalité, avec l'aval des autorités compétentes», tient à préciser Jean-Marc Egger. Ce qui n'a pas empêché la mise à l'enquête de se heurter en septembre à treize oppositions privées. Et surtout à la levée de boucliers de l'Association pour la défense d'espaces verts (ADEV). Munie d'une pétition de 5800 signatures, celle-ci a demandé l'abandon du projet. La situation s'est encore complexifiée avec la création par la commune d'une task force sur l'aménagement du territoire, et finalement avec la demande du Conseil général de repenser la zone de Bouleyres.

Autant de signaux qui ont jeté l'incertitude autour de la construction rapide de la zone.

«Notre crainte est que Realitium se retire du projet», poursuit Patrick Boschung. Le premier délai pour l'achat final de la parcelle, fixé à la fin janvier, a été repoussé une première fois par les deux parties. Un nouveau délai, que Bultech n'a pas souhaité communiquer, a été fixé. Le risque que Realitium se détourne d'un projet qui s'enlise reste entier.

Danger pour Bultech

Dans cette situation, Bultech joue gros. «Actuellement, nous payons des intérêts sur les 100% de notre investissement à Enney, alors que nous aurions dû en payer uniquement sur les 40%», calcule Patrick Boschung. «Si la situation dure, nous allons manquer de liquidités. Cela peut mettre la société en difficulté. Mais des licenciements ne sont pas à l'ordre du jour. Du travail, on en a.»

Assis à côté de son collègue, Jean-Marc Egger tente d'être positif: «Il est clair que nous allons tout faire pour trouver des solutions. Mais nous aurions préféré consacrer ce temps à l'entreprise, notamment à la lutte contre le franc fort.»

Voie politique et voie légale

Face à la situation, l'objectif de Bultech est simple et clair: rassurer l'acheteur de son terrain bullois, Realitium. Et vite. Impossible dès lors de patienter sur le rapport de la task force sur l'aménagement, prévue pour mai 2015. «Nous attendons une réaction politique dans les jours qui viennent», lâche Patrick Boschung, codirecteur de l'entreprise. «Une décision de principe stipulant que cette parcelle ne sera pas remise en cause par la task force.»

Sauf que la commune ne peut pas donner une telle garantie. «Nous avons 5800 signataires qui ne veulent pas de ces immeubles», rappelle Yves Menoud, syndic de Bulle. «On ne peut pas trouver une solution en trois jours.» Porte-voix des pétitionnaires, l'ADEV reste opposée à la construction de ces immeubles. «Mais nous sommes soucieux du sort de l'entreprise», confie Nicolas Pasquier, coprésident de

l'ADEV. «Nous avons d'ailleurs proposé un échange de terrain entre la commune et Bultech.» Une proposition à laquelle la commune n'a pas donné suite.

Reste une option: la voie légale. Mis à l'enquête en septembre 2014, les trois immeubles prévus sur la parcelle suivent la procédure habituelle. Ils devraient revenir sur le bureau du préfet dans le courant du mois de mars. A lui ensuite de traiter les treize oppositions, puis de délivrer, ou non, le permis de construire. «Si la procédure se poursuit de cette façon, nous ne quitterons pas le projet», rassure Daniel Moser, directeur de Realitium. Le permis de construire pourrait néanmoins faire l'objet d'un recours. Dernier scénario: le préfet pourrait ne jamais avoir à statuer sur le dossier. En effet, le syndic de Bulle n'exclut pas de demander de stopper la procédure de mise à l'enquête. JER

Tirer un trait d'union entre les acteurs du social

FRIBOURG • Née en 2006, l'association «Trait d'union» veut contrer l'image négative des bénéficiaires de l'aide sociale.

NICOLE RÜTTMANN

«Promouvoir les actions sociales par les réalités du terrain» et «décloisonner les services». Tels sont les principaux objectifs de «Trait d'union - Association friburgeoise pour la promotion de l'action sociale», selon son président Claude Blanc. Celle-ci s'est créée en 2006, à l'initiative de professionnels de l'action sociale. Une quarantaine de membres - sur 120 environ -, issus d'une quinzaine de corps de métiers différents, se sont réunis dernièrement à Fribourg lors de l'assemblée générale. L'occasion de faire le point sur les activités passées et surtout d'en proposer de nouvelles pour l'année 2015.

«Sept propositions ont été soumises au vote et trois ont été retenues», indique Claude Blanc. La première concerne «l'implication et le soutien aux familles

dans l'action sociale». Elle vise par exemple à soutenir les proches de jeunes adultes qui peinent à s'insérer dans le monde du travail ou dans la société et restent à charge de leur entourage. «Les familles ont tendance à s'isoler et les jeunes peuvent développer des troubles psychiques», note-t-elle. Une piste pourrait être celle des éducateurs «à domicile», en soutien aux curateurs et aux proches, fortement sollicités. «Le comité va contacter des associations pour étudier les possibilités et définir un type d'action à mettre en place.»

Deux autres actions font le lien entre juridique et social. La première a pour thème les nouveaux codes amoureux. Elle se penche sur la pénalisation accrue des délits d'ordres sexuels et ses implications.

La seconde vise le devoir de discrétion auquel est tenu l'éducateur de rue: «La loi oblige désormais ce dernier à dénoncer toute situation de maltraitance. Cela crée de fortes tensions avec son rôle qui privilégie l'emploi d'outils de travail social, du dialogue, avant la dénonciation», relève Claude Blanc. Ces deux thèmes feront l'objet de tables rondes ou conférences.

«En tant qu'acteurs du terrain, nous avons des besoins, des constats à rendre visibles. Ce regard, cette expertise professionnelle, manquent dans le canton», estime Sabine Corzani, vice-présidente. «L'association a pour but de renforcer les collaborations interinstitutionnelles et interprofessionnelles» mais constitue une force cependant neutre: «Les membres ne viennent pas en tant que représentants de leur institution, les discussions sont donc

plus libres.» L'occasion parfois pour le collectif de faire remonter les problématiques abordées jusqu'aux instances supérieures et poser des demandes.

L'association, qui organise aussi des visites - centres pénitentiaires ou établissements psychiatriques -, «cherche à combattre l'image négative des bénéficiaires-profilés». «Certes, ils existent, mais ils ne représentent qu'une infime partie de ceux qui nous contactent!», souligne Claude Blanc.

En 2014, l'association a notamment réuni un directeur de foyer, l'association REPER, la Tuile, le Service de l'enfance et de la jeunesse et un représentant du Service de l'action sociale pour une table ronde abordant le thème de la rupture sociale chez l'adolescent. I

PUBLICITÉ



MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE FRIBOURG
Rue de Morat 12 | WWW.MAHF.CH

Découverte du mardi

Retour au bercail
Vierge à l'enfant aux anges du Maître aux gros nez, vers 1505
par Stephan Gasser en français
Aujourd'hui 18 h 30